

Novembre 2023

Cette lettre de veille signale des publications récentes traitant de l'évolution des mondes agricoles, comportements alimentaires, ruralités et territoires, modes de vie, réseaux sociaux, opinions et représentations, actions collectives, etc. Les textes sont aussi à retrouver sur le blog de veille du CEP <https://www.veillecep.fr>.

Florent Bidaud, Chargé de mission Veille sociale, Bureau de la veille

Les fermes collectives, forme émergente d'exploitations agricoles ?

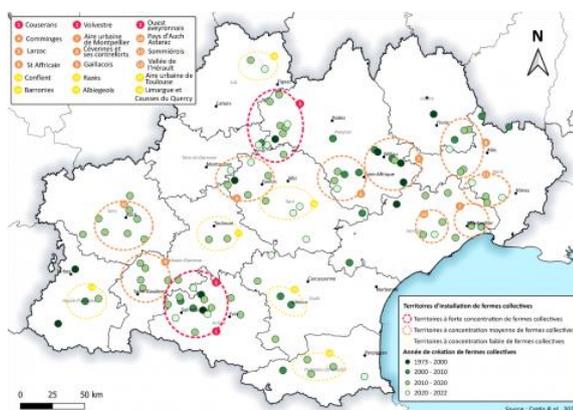
Avec la recrudescence des installations néo-paysannes (voir [un précédent billet](#)), les fermes collectives semblent se multiplier depuis une dizaine d'années. Deux articles cherchent à caractériser ces exploitations [très médiatisées](#), mais aux contours flous.

Dans *Economie rurale*, L. Cretin, L. Laurens (université Montpellier 3) et P. Scheromm (Inrae) font une [revue de la littérature](#), portant sur la France entière. Selon eux, « aucune donnée statistique ne permet d'appréhender leur nombre et leur localisation ». Ils en retiennent une définition minimale : des collectifs d'au moins trois membres, ayant des liens extrafamiliaux, avec une activité agricole prépondérante. A cela, s'ajoutent des critères de trajectoire (installation hors cadre familial, souvent après des études supérieures en agronomie) et d'objectifs (volonté de changer la société, le rapport au travail ou à la propriété). Les activités sont mutualisées, les modes d'organisation valorisent la polyvalence. Enfin, les auteurs soulignent une forte proximité avec les réseaux de l'agriculture paysanne (Terre de Liens, Civam, etc.).

Au regard de la [typologie des exploitations agricoles](#) proposée par B. Hervieu et F. Purseigle, elles ont certains traits de l'agriculture familiale (imbrication des dimensions domestiques et productives), mais il s'agit alors d'une famille recomposée puisque « les groupes qui les portent se constituent avant tout sur une base affinitaire ». Elles se rapprochent aussi de [l'agriculture de firme](#) par des montages juridiques sophistiqués, favorables au *turn-over* des participants, et elles visent plutôt à maximiser des bénéfices « d'ordre éthique et social ». Enfin elles ont en commun, avec l'agriculture de subsistance, de valoriser l'autonomie et la restriction des besoins. Cette vague d'installations s'inscrit aussi dans la filiation d'expériences anciennes (communautés de [l'après-Mai 68](#)), ce qui relativise sa nouveauté.

Ces fermes collectives semblent surtout présentes en Bretagne, Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie. Dans cette région, la même équipe, complétée par S. Vonthron (Inrae), dénombre dans [Géocarrefour](#) 105 fermes collectives, (voir illustration). L'article teste ensuite le degré d'influence de neuf facteurs explicatifs des choix d'implantation : prix et disponibilité du foncier, attractivité du paysage, proximité des villes, présence des néoruraux, etc. Tous jouent un rôle, selon des combinaisons variables.

Année de création de fermes collectives d'Occitanie, et territoires d'installation



Par ailleurs, signalons [une conférence](#) de D. Laurant (Inrae), à propos de l'accompagnement de ces fermes vers une meilleure intégration de leurs différents ateliers.

Source : *Economie rurale* <https://doi.org/10.4000/economierurale.11924>
Géocarrefour, <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.22386>

La culpabilité alimentaire chez les adolescents

Les habitudes alimentaires des adolescents font l'objet d'une attention croissante, entre autres en lien avec l'augmentation de l'obésité (voir [un précédent billet](#)). Un article publié dans *Appetite* présente une étude visant à mieux les modéliser. À partir de discussions en *focus group* avec de jeunes Irlandais des deux sexes, âgés de 15 à 17 ans, les chercheurs dégagent 13 facteurs (aliments disponibles, contrainte financière, praticité, influence des pairs, etc.), qu'ils articulent dans un modèle d'arbitrage « en entonnoir », aboutissant au choix de manger tel ou tel plat.

Les adolescents accordent plus ou moins d'importance à différentes priorités (budget, santé, plaisir et convivialité), en fonction des situations. De façon générale, ils connaissent les recommandations nutritionnelles, les prennent en compte et hésitent à manger certains aliments salés, gras ou sucrés. La plupart du temps, ils ont une phase de « délibération intérieure », avec la préoccupation de minimiser leur sentiment de culpabilité (*food guilt*). Les auteurs suggèrent de mieux prendre en compte cette charge émotionnelle dans les campagnes de promotion d'une alimentation saine.

Source : *Appetite* <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0195666323025564>

Cognition, savoir incorporés et agriculture de précision

Dans le cadre d'une étude sur l'adoption de l'agriculture de précision, des chercheurs néerlandais soulignent l'importance des expériences et connaissances incorporées, dans la manière qu'ont les agriculteurs d'interpréter les données issues de leurs outils d'aide à la décision (cartes de rendement, drones, robots, etc.). À partir d'entretiens avec des agriculteurs, entrepreneurs, chercheurs et développeurs de technologies, ils mettent en évidence le lien entre les raisonnements formels et la compréhension intuitive du contexte agro-écologique, notamment lors des visites sur les parcelles. Malgré l'opacité souvent décriée de la rationalité algorithmique (voir [un précédent billet](#)), l'agriculteur, loin de perdre son autonomie et d'être prisonnier d'une boîte noire, voit ses capacités de décision augmenter.

Source : *Sociologia ruralis* <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/soru.12456>

Solidarité Paysans et l'accompagnement des détresses agricoles

La *Nouvelle Revue du Travail* publie un article de J.-N. Jouzel (CNRS) et G. Prete (Inrae) sur l'évolution du réseau associatif Solidarité Paysans, depuis sa création en 1992. Visant à défendre les agriculteurs face à leurs créanciers, et dénonçant les politiques de modernisation, Solidarité Paysans s'est doté d'une expertise juridique grâce à des collaborations avec des avocats. Rapidement les associations locales, confrontées à des situations de détresse, ont fait de l'accompagnement psychologique, des études, des formations, etc.

La configuration change avec la grève du lait de 2009 et la médiatisation des suicides d'agriculteurs. Le réseau devient alors un « interlocuteur incontournable » et un intermédiaire du plan national de prévention. Il reçoit des financements, intègre des partenariats. De vifs débats éclatent alors en interne sur l'opportunité de certaines alliances, notamment dans le cadre du réseau Agri Sentinelles (2018). Ils révèlent des clivages, jusqu'ici latents, entre des militants « attachés au cœur de métier » de la défense des agriculteurs, et ceux investis dans l'accompagnement psychologique.

Source : *Nouvelle Revue du Travail* <https://doi.org/10.4000/nrt.14649>

Les Länder et les Régions face à l'agriculture biologique

Mise en ligne en novembre, la thèse de Léa Sénégas (université de Rennes 1) étudie la façon dont les Régions françaises et les *Länder* allemands se sont progressivement saisis de l'agriculture biologique, entre 1980 et 2020. Celle-ci constitue, en Bretagne et en Auvergne-Rhône-Alpes comme en Hesse et en Basse-Saxe, une politique emblématique, propice à la mise en scène des alternances et des changements de cap. Soutenir l'agriculture biologique permet aux exécutifs de traduire en acte, pour un coût budgétaire limité, des orientations politiques différenciées. Mais la chercheuse souligne aussi une tendance de fond à l'eupéanisation et à la convergence des politiques territoriales.

Source : HAL <https://theses.hal.science/tel-04279245v1>